

Point de Presse du Conseil d'Etat

9 décembre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Aide financière octroyée à la Fédération genevoise de coopération	4
Solidarité internationale : prévention des risques de catastrophes naturelles au Vietnam	4
Soutien aux initiatives de prévention de la torture en Asie-Pacifique	5
Genève-Confédération	6
Félicitations à M. Jean-René Germanier, nouveau président du Conseil national	6
Oui à l'encouragement fiscal de l'épargne-logement	6
Genève	7
Indexation des prestations sociales dès le 1 ^{er} janvier 2011.....	7
Refonte de la formation des avocats	7
Création d'un guichet unique pour l'environnement des entreprises	8
Une rubrique du budget de fonctionnement 2011 de la Ville de Genève sous la loupe.....	8
Déclassement en vue de construire 60 nouveaux logements à Collonge-Bellerive	9
Métallurgie du bâtiment : extension du champ d'application de la convention collective	9
Les Cherpines – Les Charrotons : aboutissement d'un référendum	10
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Choulex	10
Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève internationale

Aide financière octroyée à la Fédération genevoise de coopération

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs pour les années 2011 et 2012 à la [Fédération genevoise de coopération \(FGC\)](#).

Cette organisation faîtière, qui regroupe plus de cinquante associations genevoises actives dans le domaine de la coopération au développement, a pour but de favoriser dans le monde un développement fondé sur la justice et la dignité humaine. Hormis l'Etat de Genève, ses partenaires privilégiés et principaux bailleurs de fonds sont la [Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#), [la Ville de Genève](#) et plusieurs communes genevoises.

L'aide financière versée par l'Etat à la Fédération genevoise de coopération est accordée sur la base d'un contrat de prestations établi pour les années 2011 et 2012, conformément aux articles 11 et 21 de la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005. Ce contrat sera prochainement soumis au Grand Conseil pour ratification.

Pour toute information complémentaire : Mme Béatrice Grossen, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 42.

Solidarité internationale : prévention des risques de catastrophes naturelles au Vietnam

Le gouvernement a octroyé un montant de 180'000 francs pour 2010 à la Croix-Rouge Suisse (CRS) afin de financer la construction de vingt maisons jumelles résistantes permettant de faire face aux tempêtes et aux inondations dans le village de Ho Gui, au Vietnam.

Initialement situé dans la région du delta du Mékong, régulièrement touché par des catastrophes naturelles, le village de Ho Gui a été totalement détruit en 1997 par le typhon Linda. Dès 2004, la CRS a initié la reconstruction du village dans une zone sûre, non soumise à l'érosion, en collaboration avec les autorités locales. Depuis, 235 maisons anti-typhons ainsi qu'une école ont été construites.



Le projet financé par le canton a pour finalité de reloger les derniers ménages pauvres, qui ne sont pas encore en lieu sûr, ainsi que d'améliorer les conditions de vie des populations les plus précarisées du village grâce à la mise en place d'activités génératrices de revenu (installation pour le séchage du poisson, bassin de pisciculture, atelier couvert pour la réparation des filets et pour la réparation des bateaux).

Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Soutien aux initiatives de prévention de la torture en Asie-Pacifique

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 458'074 francs sur trois ans (2010-2012) à l'[Association pour la prévention de la torture \(APT\)](#) afin de soutenir les initiatives nationales et régionales de prévention de la torture en Asie-Pacifique, plus précisément aux Maldives, au Népal, en Thaïlande, aux Philippines ainsi qu'en Indonésie.

Le projet vise à soutenir les initiatives nationales de prévention de la torture dans ces pays, avec des activités qui varient selon le niveau d'avancement de la cause. Ainsi, aux Maldives, l'APT entend notamment continuer à soutenir les mécanismes de prévention déjà en place, alors que dans les autres pays, l'association vise à renforcer les systèmes d'administration de la justice et à améliorer la transparence et l'accès aux lieux de privation de liberté à des acteurs externes.

Le projet entend également soutenir la mise en place d'un système régional efficace de protection et de promotion des droits humains ainsi qu'à former un nombre important d'Etats en vue de la ratification du [Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture](#).

Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Félicitations à M. Jean-René Germanier, nouveau président du Conseil national

Le Conseil d'Etat a présenté ses chaleureuses félicitations à M. [Jean-René Germanier](#) à l'occasion de son élection, lundi 29 novembre, à la présidence du Conseil national.

Le canton de Genève se réjouit de voir accéder à ce poste un romand qui saura défendre les intérêts de sa région sous la coupole, à l'instar du soutien que le désormais premier citoyen du pays a apporté à plusieurs reprises à l'Aéroport International de Genève ou au développement des infrastructures routières et ferroviaires en Suisse romande, notamment, au sein de la Commission des transports et des télécommunications.



Oui à l'encouragement fiscal de l'épargne-logement

Le gouvernement genevois s'est prononcé en faveur de l'[avant-projet de loi fédérale sur l'encouragement fiscal de l'épargne-logement](#) mis en [consultation](#) par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats.

Cet avant-projet prévoit en substance que les contribuables puissent épargner un capital pendant une période maximale de dix ans dans le cadre d'un contrat d'épargne logement, en vue d'acquérir en Suisse un logement réservé à leur usage personnel. Les montants épargnés seraient déductibles du revenu imposable à concurrence de 10'000 francs par an en ce qui concerne les célibataires et de 20'000 francs par an pour les couples mariés imposés conjointement. Le rendement du capital épargné serait soumis à l'impôt sur le revenu et le capital lui-même à l'impôt cantonal sur la fortune. Après l'échéance du contrat, cette épargne ne serait pas imposée si elle sert à l'acquisition, dans les cinq années qui suivent, d'un premier logement réservé à l'usage de son propriétaire. Si tel n'est pas le cas, l'avant-projet prévoit une imposition a posteriori.

Le Conseil d'Etat estime qu'un tel projet est de nature à faciliter l'accès à la propriété, notamment pour les personnes à revenu moyen, et considère que les montants déductibles prévus sont raisonnables.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 08.*

Indexation des prestations sociales dès le 1^{er} janvier 2011

Le Conseil d'Etat a décidé d'indexer, à compter du 1^{er} janvier 2011, le forfait pour l'entretien de l'aide sociale, le revenu minimum cantonal d'aide sociale garanti aux chômeurs en fin de droit, ainsi que les montants destinés à la couverture des besoins vitaux des prestations cantonales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et à l'assurance-invalidité (AI). Le taux d'indexation est identique à celui décidé par le Conseil fédéral pour les rentes AVS et AI et les prestations complémentaires fédérales, soit 1,75%.

La prestation mensuelle d'aide sociale de base (forfait d'entretien) pour une personne seule s'élèvera donc à 977 francs par mois. Le revenu minimum cantonal d'aide sociale garanti par année aux chômeurs en fin de droit passera à 16'522 francs. Quant au revenu minimum cantonal d'aide sociale garanti par les prestations complémentaires cantonales AVS/AI, il s'élèvera, dès le 1^{er} janvier 2011, à 25'342 francs par année pour une personne seule et à 38'013 francs pour un couple.

Sur le plan formel, le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi sur l'aide sociale individuelle, le règlement relatif à l'indexation des prestations cantonales accordées aux chômeurs en fin de droit, ainsi que le règlement d'application de la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'AVS et à l'AI.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,
☎ 022 546 51 45.*

Refonte de la formation des avocats

Le Conseil d'Etat a procédé à une refonte complète du règlement d'application de la loi sur la profession d'avocat. Ce nouveau règlement permettra la mise en œuvre de la [loi modifiant la loi sur la profession d'avocat](#), adoptée par le Grand Conseil le 25 juin 2009 et réformant la formation des avocats.

Le nouveau système prévoit la création d'une formation approfondie d'introduction pratique à la profession d'avocat d'une durée d'un semestre, suivie d'examens préalables à l'entrée en stage. Celle-ci est conçue comme un certificat de formation universitaire et a pour objectif d'améliorer la formation des avocats stagiaires, aujourd'hui inégale, et de les préparer au mieux à affronter les premières expériences concrètes de procédure. En ce qui concerne le stage, il passe de deux ans à dix-huit mois pour éviter de rallonger par trop la formation. Un examen final, imposé par le droit fédéral, vient clôturer la formation en fin de stage, mais ne devrait plus constituer un obstacle insurmontable pour les candidats arrivant au terme de leur formation d'avocat.

La formation approfondie et les examens sont regroupés sous le couvert d'une Ecole d'avocature, rattachée à la Faculté de droit, qui ouvrira ses portes en février 2011 (voir [communiqué du 19 décembre 2008](#)).

*Pour toute information complémentaire : Mme Sahra Leyvraz-Currat, secrétaire adjointe, DSPE,
☎ 022 327 25 03.*

Création d'un guichet unique pour l'environnement des entreprises

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de règlement sur la protection de l'environnement des entreprises créant, au sein du département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE), un guichet unique en matière de protection de l'environnement qui sera dédié aux entreprises.

Dans un souci d'efficience, différentes ressources et compétences jusqu'alors dispersées entre le département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et l'ancien département du territoire (DT) sont regroupées au sein du DSPE, et un nouveau service de l'environnement des entreprises (SEN) est créé.

L'adoption de ce règlement permet d'achever le processus de transfert de compétences en la matière initié en mai dernier par la modification de la [loi sur l'inspection et les relations du travail](#).

Pour toute information complémentaire : M. Alberto Susini, directeur du service de l'environnement des entreprises, DSPE, ☎ 022 388 29 66.

Une rubrique du budget de fonctionnement 2011 de la Ville de Genève sous la loupe

Le Conseil d'Etat invite le Conseil administratif de la Ville de Genève à lui apporter les éclaircissements utiles sur l'affectation projetée d'un montant de plus de 10 millions de francs portant sur des « subventions accordées – personnes physiques » et figurant dans le projet de budget de fonctionnement 2011 de la Ville de Genève, qui sera examiné prochainement par le Conseil municipal.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la destination de ce montant, dans la mesure où celui-ci ne peut légalement pas être utilisé pour verser des prestations municipales aux bénéficiaires des prestations complémentaires fédérales et cantonales à l'AVS/AI.

En effet, statuant en sa qualité d'autorité de surveillance des communes, le Conseil d'Etat a invalidé par arrêté du 13 février 2009 l'initiative municipale IN 1 « pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI », au motif que ces aides étaient contraires au droit supérieur, notamment à la nouvelle [loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS-AI](#).

L'arrêté du Conseil d'Etat est désormais en force, conformément aux [arrêts du Tribunal administratif du 1^{er} décembre 2009](#) et du [Tribunal fédéral du 4 mars 2010](#).

Dans cette mesure, le Conseil d'Etat invite le Conseil administratif à lui apporter les éclaircissements utiles sur la destination de ce montant, ainsi que sur le devenir du [règlement municipal relatif aux aides financières du service social du 17 décembre 1986](#), puisque ce dernier est incompatible avec le droit supérieur.

*Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'intérieur, DIM,
☎ 022 327 96 03.*

Déclassement en vue de construire 60 nouveaux logements à Collonge-Bellerive



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant des limites de zones le long de la route d'Hermance, à hauteur des numéros 141 à 147, à Collonge-Bellerive (cliquer le plan pour l'agrandir). Ce projet permettra la création d'une zone 4B (zone rurale applicable aux villages et aux hameaux, destinée principalement aux maisons d'habitation) destinée à la réalisation d'un ensemble de soixante logements et d'un parking souterrain.

Les parcelles concernées, d'une superficie de 8600 m², sont situées à proximité immédiate du centre du village, à la fois en zone agricole et en zone 5 (zone résidentielle destinée aux villas). La nouvelle zone 4B ainsi créée se situera dans le prolongement de la zone 4B protégée prévalant sur l'ensemble du village de Collonge-Bellerive. Le projet de loi permettra également de mettre en conformité les constructions actuellement sises en zone agricole avec la future zone à bâtir.



Ce projet de loi est conforme au plan directeur communal mis à jour en 2000 et s'inscrit dans le [plan directeur cantonal](#), lequel prévoit une meilleure occupation du sol dans les villages existants.

L'enquête publique ouverte du 16 juin au 16 juillet 2010 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Collonge-Bellerive a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 28 septembre 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Métallurgie du bâtiment : extension du champ d'application de la convention collective

Le Conseil d'Etat a décidé d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (CCT) des métiers de la métallurgie du bâtiment. Cette extension court jusqu'au 31 décembre 2013.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} février 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), DSE, ☎ 022 388 29 29.

Les Cherpines – Les Charrotons : aboutissement d'un référendum

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la [loi votée par le Grand Conseil le 24 septembre 2010](#), modifiant les limites de zones sur le territoire des communes de Plan-les-Ouates et de Confignon (création de zones diverses) aux lieux-dits « Les Cherpines » et « Les Charrotons ».

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 15'156
- signatures contrôlées : 7239
- signatures validées : 7063

Le nombre de 7000 signatures exigé par la [constitution](#) (art. 53) pour faire aboutir le référendum est atteint. La votation populaire sur cet objet sera fixée ultérieurement par arrêté. Le délai de recours au Tribunal administratif est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nouveau conseiller municipal dans la commune de Choulex



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **David Pasche** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Choulex.

M. Pasche remplace Mme Christine Lombard, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « Entente communale ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Serge Calame** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Pregny-Chambésy.

M. Calame remplace M. Grégoire Periat, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « Libéral ».



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 décembre 11h00	Inauguration du tram 18 Avanchet-Coutance	Arrêt de tram Coutance	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 546 76 18 Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la Restauration de la République	Promenade de la Treille	CE	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
11 janvier 10h00	Les EMS en 2011 : tendances, mutations, prix de pension	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
25 janvier 9h30	Les Ports Francs de Genève	<i>sera communiqué ultérieurement</i>	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10